

## DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE DES ASSOCIATIONS MEMBRES OU CANDIDATES À L'UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS AGRÉÉES DU SYSTÈME DE SANTÉ

*Déclaration à remplir par le-la responsable de l'association adhérente*

Je soussigné-e, ...Sophie PELLETIER.....

Président-e de l'association **PRIARTEM**.....

Certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements suivants :

### 1. Sur l'association

Objet social :

L'association **PRIARTEM** a pour objet :

- **la prévention des risques liés aux technologies électromagnétiques**, l'étude de leurs incidences sur l'environnement et sur la santé publique, la communication des avancées de la connaissance scientifique en matière d'ondes électromagnétiques non ionisantes en général et des technologies sans fil en particulier, et la promotion d'une réglementation efficace pour éviter leurs nuisances.
- **la défense de l'environnement naturel**, la surveillance des implantations d'émetteurs, notamment d'antennes de téléphonie mobile, afin que soit préservée la qualité de l'environnement naturel et esthétique des territoires, le respect des réglementations existantes dans le domaine de l'environnement, de l'urbanisme et du cadre de vie, et leur amélioration.
- **la protection et la défense des citoyens et des consommateurs**, l'information sur les usages permettant de mieux se protéger de l'exposition aux champs électromagnétiques.

## **- la reconnaissance et la défense des personnes victimes d'hypersensibilité électromagnétique**

L'association œuvre pour l'amélioration de la connaissance de cette maladie environnementale sur les plans scientifique, médical, social et sociétal, pour sa prise en charge et sa prévention par les acteurs de la santé et du handicap, pour l'information des personnes atteintes et de leur entourage concernant la défense de leurs droits, et pour le développement de l'entraide.

Elle exerce ses activités sur l'ensemble du territoire national ainsi qu'en dehors de ses frontières au moyen notamment d'actions devant toutes les juridictions, administrations, organisations nationales ou internationales.

Elle peut adhérer à toute association ou fédération nationale ou internationale dont l'objet permet une mutualisation des connaissances et des actions sur les risques environnementaux et les maladies environnementales émergentes.

Membres du bureau (et leur situation sociale<sup>1</sup>) :

Virginie Blin, trésorière adjointe, binôme de la coordinatrice du réseau de correspondants ;  
analyste financier, en inactivité

- Christophe Bolard, trésorier, délégué de secteur Bourgogne-Franche-Comté, Alsace ;  
enseignant
- Lysiane Brasset, co-déléguée de secteur IdF, Bretagne ; retraitée
- Chantal Cicé, membre fondateur, secrétaire du bureau ; retraitée
- Mathias Goldstein, correspondant Normandie, responsable des newsletters et de la Lettre ;  
Graphiste

- Manuel Hervouet, membre fondateur du collectif des électrosensibles de France, délégué  
Electrosensibles de France ; en inactivité
- Isabelle Jooris, coordinatrice des permanences téléphoniques ; professeur, en inactivité
- Janine Le Calvez, membre fondateur, vice-présidente ; retraitée
- Patricia Mira, correspondante régionale Auvergne, responsable du suivi de la boîte mail  
contact@priartem.fr ; sans profession
- Sophie Pelletier, présidente ; fonctionnaire territoriale (DGS)
- Anne Vienney, coordinatrice du réseau de correspondants, co-déléguée de secteur IdF,  
Bretagne ; sans emploi

---

1

Salarié-e (préciser la profession), retraité-e, étudiant-e, etc.

## 2. Sur les ressources de l'association (pour les trois dernières années)

Ressources pour l'année 2016			
Source	Identité des financeurs	Montant du financement, dons, etc.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents	particuliers, de collectifs ou associations	20 879,14 €	95,40%
Subventions publiques	Mairie de Paris	1 000,00 €	4,60%
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)		/	
Financements privés		/	
Activités économiques de l'association		/	

Autres sources de financements		/	
<b>TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE ...21879,14€... :</b>			

<b>Ressources pour l'année ...2017.</b>			
<b>Source</b>	<b>Identité des financeurs</b>	<b>Montant du financement, dons, etc.</b>	<b>Pourcentage du budget total</b>
Cotisations des adhérents	particuliers, de collectifs ou associations	20 823,50€	100,00%
Subventions publiques		/	
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)		/	
Financements privés		/	

Activités économiques de l'association		/	
Autres sources de financements		/	
<b>TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE 2018,50€..... :</b>			
<b>Ressources pour l'année 2018....</b>			
Source	Identité des financeurs	Montant du financement, dons, etc.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents	particuliers, de collectifs ou associations	24836 €	86,10%
Subventions publiques		/	
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)	Association en dissolution, don de l'excédent	4 000,00 €	13,90%

Financements privés			
Activités économiques de l'association			
Autres sources de financements			
<b>TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE ...28836 € ... :</b>			

**PRODUIRE EN ANNEXE LE BUDGET TOTAL DE L'ASSOCIATION PAR ANNÉE  
D'EXERCICE (BILAN ET COMPTE D'EXPLOITATION) DES TROIS DERNIÈRES  
ANNÉES**

**(voir les PV d'AG 2016, 2017 et 2018)**

### 3. Sur les liens d'intérêts non-financiers

#### 3.1. Liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, etc.

Organisme (syndicat, think tank, parti ou mouvement politique, association, fondation, etc.)	Nature du lien (soutien politique, collaboration, etc.)	Période
Pas de liens d'intérêt		


### **3.2. Présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association**

Participation de professionnels de santé (en ou hors activité) ou de l'action sociale aux instances de gouvernance de l'association (indiquer le nombre et le pourcentage par rapport à la totalité des membres des instances de gouvernances) : Non



#### 4. Pièces à joindre à la présente déclaration :

- Nom, prénom et profession des membres du conseil d'administration de l'association ;
- Présentation de l'association et des principaux motifs d'adhésion ;
- Budget total de l'association par année d'exercice (bilan et compte d'exploitation) des trois dernières années ;
- Dernière version des statuts publiés au Journal officiel ;
- Agrément santé (décision d'agrément et formulaire de demande) ;
- Lettre d'engagement prévue à l'article 1.1 du règlement intérieur de l'UNAASS.

#### 5. Mentions légales

- 5.1. *Les informations recueillies seront informatisées et cette déclaration pourra être publiée sur le site internet de l'Union.*
- 5.2. *L'Union, par l'intermédiaire de son Comité de déontologie et de prévention des conflits, est responsable du traitement ayant pour finalité la vérification de l'indépendance de l'association en confrontant les liens déclarés, aussi bien financiers que non financiers (notamment liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association) aux objectifs de la mission de l'association envisagée au sein de l'Union au sein de l'Union.*
- 5.3. *Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant ; Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un mél à l'adresse suivante : [deontologie@france-assos-sante.org](mailto:deontologie@france-assos-sante.org).*
- 5.4.** *La présente déclaration doit être actualisée dès qu'une modification intervient, et au minimum annuellement même sans modification.*
- 5.5.** ***Toute déclaration mensongère est susceptible d'entraîner la radiation de l'association après avis du comité de déontologie.***
- 5.6.** ***Aux termes de l'article L.441-1 du Code pénal « Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. »***

Fait à Paris .....

Le 09 avril 2019 .....

